

Conclusion de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les mesures gouvernementales et locales pour l'emploi des jeunes, la nécessaire mobilité professionnelle, y compris à l'étranger et l'urgence de la simplification administrative pour aider les entreprises à créer des emplois, Gleizé le 14 février 1997.

LE PRESIDENT.- Je trouve cette réunion formidable. Je disais à l'instant à Charles Millon qu'un dialogue de cette nature n'aurait pas existé il y a dix ans. Il n'aurait même pas été concevable.

- Ce qui veut dire naturellement que le problème est sérieux, grave, angoissant, celui de l'emploi des jeunes, celui de l'emploi tout court naturellement. Mais cela veut dire aussi qu'il y a une évolution culturelle, une évolution des esprits et qu'aujourd'hui beaucoup de gens, beaucoup de jeunes, recherchent dans le dialogue, dans l'exposé de leurs problèmes, dans le contact avec ceux qui ont à la fois de la compétence et du coeur, une solution à leurs problèmes. Ils ne la recherchent pas simplement dans la négation ou l'affrontement, et je crois que c'est très important. Répondant à cette réflexion que je lui faisais, Charles Millon me disait : "c'est vrai, un problème bien exposé est déjà un problème à moitié résolu". Je crois qu'il y a là une vraie réalité.
- Je ferai juste quelques réflexions sur ce que j'ai entendu.
- La première conclusion que je tire d'une réunion de cette nature, est qu'il est évident qu'il n'y a pas une réponse au problème de l'emploi des jeunes. Il est évident aussi que tout ne viendra pas d'en haut. Ce n'est pas Paris, ce n'est pas l'Etat qui réglera le problème de l'emploi des jeunes. C'est la mobilisation de tous :
- Le gouvernement naturellement qui doit prendre les mesures les mieux adaptées, adaptées aux besoins des jeunes mais adaptées aussi aux moyens dont il dispose.
- Les collectivités locales qui se mobilisent de plus en plus et les "rencontres Emploi - Première Chance" sont un modèle de ce point de vue, je crois qu'on peut le dire mais j'ai vu dans d'autres régions également des expériences intéressantes.
- Les partenaires sociaux, cela va de soi, les associations, les services de l'emploi, sous leurs différentes formes et qui depuis quelques années, ont fait des progrès saisissants pour être mieux à même de rendre un service aussi bon que possible face à la crise.
- Puis les entreprises, petites ou grandes. J'ai entendu beaucoup de choses. Je ne reviendrai pas, sur les entreprises, sur les difficultés qu'elles ont. Je le sais parfaitement, naturellement. Les charges trop importantes, les contraintes excessives qui les font hésiter, reculer ou qui ne leur donnent pas la liberté ou les moyens d'augmenter leurs productions, de développer l'emploi. Tout cela est vrai.

-\

Je voudrais néanmoins que les entreprises réalisent que chaque fois qu'elles font un effort pour l'emploi, en employant un jeune, elles font chaque fois quelque chose qui est dans leur intérêt. Qu'est-ce que l'intérêt des entreprises ? Cela signifie qu'il y ait une croissance suffisante pour que la consommation augmente, pour que l'activité se développe. Or, la croissance est, pour une large

part, un problème de confiance. Celui qui a confiance a un comportement forcément plus dynamique que celui qui est abattu. Un jeune qui trouve un emploi, c'est naturellement un jeune qui retrouve confiance en lui-même, mais c'est plus généralement une famille qui retrouve confiance. C'est un état d'esprit, c'est un comportement qui se modifie.

- Et c'est l'un des aspects de la responsabilité des entreprises : cesser de se plaindre, exposer clairement les difficultés et tout faire pour redonner la confiance et en particulier pour acquérir de la croissance par la confiance rendue en faisant tout pour développer l'emploi.

- C'est aussi dans l'intérêt des entreprises. J'ai entendu un peu partout que les jeunes galéraient ! Ce qui est évident pour, hélas, trop d'entre eux, et ce qui a pour dramatique inconvénient de les décourager, de les angoisser, de les stresser. Cela a aussi un avantage, en tous les cas, pour ceux qui ont du caractère, c'est de les former à l'adversité, aux problèmes. Quand une entreprise recrute un jeune, elle fait un investissement, un investissement important. Elle s'assure un salarié qui sera formé par elle et qui sera compétent et qui, par conséquent, participera réellement au développement de l'activité dans l'entreprise. L'entreprise a donc réellement un intérêt individuel et collectif à faire un effort particulier pour créer des emplois, les développer, avoir le courage de le faire et évidemment essayer d'en avoir les moyens.\

Rapidement de ce que j'ai entendu et notamment des trois phases qui ont été évoquées, je voudrais tirer trois conclusions :

- La première est que naturellement il faut chercher les emplois là où ils sont. Ils ne se décrètent pas. La première expérience, qui a été évoquée tout à l'heure et qui a été développée, expérience de prospection des offres d'emplois auprès des petites et moyennes entreprises et notamment par des jeunes employés et rémunérés par l'ANPE est sans aucun doute une expérience excellente.

- J'ai observé qu'il y a quelques régions qui ont commencé à imiter cette expérience. Beaucoup d'entreprises et c'est naturel, ne sont pas prêtes à recruter parce qu'elles n'en ont pas le temps. Le chef d'entreprise n'a pas le temps, n'a pas la possibilité, n'a pas les moyens. Il est souvent effrayé par les démarches qui doivent être accomplies. Il hésite et c'est tout à fait naturel. Alors, aller dans l'entreprise - quelqu'un dira : "tisser les emplois" -, présenter à un chef d'entreprise les différents types d'embauches possibles, les différentes solutions, l'aider à faire les démarches qui s'imposent, lui faire comprendre, à la fois, ses droits et ses devoirs dans l'acte d'embaucher, est un mouvement extrêmement positif et qui, si j'ai bien compris, a déjà porté ses fruits de façon importante dans cette région.\

Mais aller chercher des emplois là où ils sont, c'est également pour les jeunes deux choses : accepter la mobilité et ne pas hésiter à acquérir une expérience professionnelle à l'étranger.

- Tout à l'heure j'évoquais ces techniques nouvelles pour lesquelles la France est hélas en retard - mais je souhaite qu'elle rattrape son retard -, qui est le dialogue non limité au petit bassin d'emplois quelle que soit son importance, mais élargi à la nation, voire au monde. Dialogue qui maintenant est rendu possible par les grands réseaux informatiques. Et je prenais l'exemple de quelqu'un qui cherchait un emploi et l'avait trouvé à Lille et un garçon qui a l'air pourtant fort dynamique et costaud, disait : "ah oui, mais s'il faut aller à Lille, on ne sait pas où l'on sera...". Mais oui, mon vieux, il faut aller à Lille, naturellement qu'il faut aller à Lille. Si vous voulez trouver un emploi et un logement dans un rayon de 50 m de votre maman, cela ne marchera pas ! Mais oui ! 500 kms et bien même au-delà !

- Je ne vous propose pas de prendre votre baluchon, d'aller faire de l'auto-stop, d'aller à 500 kms et dire : "Est-ce que par hasard vous auriez besoin de moi ?" Ce n'est pas du tout ce que je vous propose ! J'ai un minimum d'expérience qui me permet d'éviter ce type d'erreur. Ce que je vous propose, c'est d'élargir votre prospection d'emplois et de voir si par hasard à Lille il n'y aurait pas un emploi qui vous convienne, qui soit dans le cadre de vos aspirations et un logement à côté. Cela vous le trouvez sur les grands réseaux et fort d'un emploi signé, signé directement par le réseau et de la certitude d'avoir un logement si cela vous convient en terme d'emploi, en terme de rémunération, à ce moment vous prenez vos cliques et vos claques et vous y allez. C'est cela que je vous propose. Je ne vous demande pas d'aller au hasard des choses. Nous ne sommes plus à l'époque des grands conquérants. Je vous propose simplement d'utiliser des moyens

pres à l'époque des grands conquérants. Ce vous propose simplement d'employer des moyens modernes pour essayer de voir où se trouve un emploi qui correspond à vos besoins, à vos aspirations et qui est disponible. Donc, acceptez la mobilité géographique, ça, je crois que c'est capital et acceptez de l'étendre au-delà des frontières. Acceptez des expériences professionnelles à l'étranger.\

Je suis frappé par le fait que, dans un grand nombre de domaines, vous avez à l'étranger pour ce qui concerne les Français une espèce de "prime". On pense que nous "faisons" bien. Il y a beaucoup de domaines dans lesquels on pense que nous "faisons" bien, à juste titre, d'ailleurs, n'est-ce pas ? Car nous ne sommes pas si mauvais que cela.

- Il y a dans le monde un million sept cent mille Français qui travaillent en dehors de France. Il y a trois millions deux cent mille Allemands et quatre millions sept cent mille Italiens. Pourquoi ? Parce qu'on ne veut pas aller à l'étranger. Et pourtant, il y a des carrières formidables à y faire. Aller passer deux ou trois ans à l'étranger, c'est quelque chose... Je parlais tout à l'heure des pâtisseries, parce que j'avais été impressionné par le projet de M. Frédéric Valette, projet tout à fait remarquable.

- Vous avez des centaines et des centaines de jeunes Français qui travaillent aujourd'hui au Japon dans la boulangerie - pâtisserie qui font de l'argent, qui reviennent et s'installent ensuite à leur compte en France et qui ont réussi. Je prends cet exemple à cause de cela, mais on pourrait les multiplier. Il ne faut pas avoir peur d'aller à l'étranger. Il faut prospecter également ces emplois. Cela donne une expérience qui ensuite est valorisante.

- Vous avez des contrats du type Avenir-international. Vous aurez demain le volontariat, pas vous peut-être parce que cela sera trop tard, mais ceux qui vous suivent. Il s'agit du volontariat en entreprise dans le cadre de la réforme du service national. Ce sont des éléments que vous devez déjà intégrer en sachant que les emplois ne se trouvent pas seulement dans le petit bassin d'emplois.\

La deuxième conclusion, c'est qu'il faut sans aucun doute encourager la création d'emplois par les jeunes et pour les jeunes. On a parlé de création d'entreprises par des jeunes chômeurs. Cela représente vraiment du courage. C'est vraiment l'affirmation d'une personnalité, d'une compétence, surtout d'une volonté d'audace comme l'a dit tout à l'heure l'un des jeunes qui est intervenu. C'est vrai qu'ils ne sont pas suffisamment aidés, parce qu'on n'a pas curieusement spontanément confiance dans les jeunes.

- On a probablement depuis des générations la jeunesse la plus dynamique, la plus volontaire, la plus motivée, peut-être parce que c'est celle qui connaît les difficultés les plus grandes. Curieusement on ne lui fait pas confiance. C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne le réseau bancaire, question que soulevait tout à l'heure quelqu'un au fond de la salle.

- Je crois que vous avez fait ici une expérience de groupement bancaire pour aider les jeunes qui constituent leur entreprise. C'est une expérience extrêmement positive. Il est tout de même consternant de voir que des jeunes qui ont un projet qui a été peut-être aidé dans le cadre du parrainage, qui est un projet raisonnable, ne trouvent quasiment jamais une banque pour leur faire confiance. C'est consternant. C'est une espèce de démission de la fonction bancaire, de peur viscérale à l'égard des jeunes. Il est indispensable de remédier à cela et les expériences de groupement bancaire qui ont été faites ici, sont des expériences dont bien des régions devraient s'inspirer. Il faut également encourager toujours encore la création d'activité. On n'encourage pas assez, c'est vrai, ceux qui travaillent, ceux qui créent la richesse et par conséquent ceux qui créent l'emploi.

- Nous sommes un pays qui a été longtemps réticent à la modernisation pour bien des raisons. Je pense que les réformes qui sont aujourd'hui, à la fois nécessaires et engagées, permettront de libérer davantage nos activités, nos énergies.\

Les chefs d'entreprise n'ont pas tort quand ils parlent des contraintes excessives qui pèsent sur eux. C'est vrai. Le gouvernement devra répondre à ces questions, mais je crois qu'il commence à le faire. Tout à l'heure, quelqu'un parlait de la feuille de paie. C'est vrai, il y a vingt-cinq ans, c'était un exercice très simple. Il y a un an encore, c'était devenu un casse-tête chinois, mais quelqu'un a fait remarquer qu'il y avait un progrès et que celle-ci s'était déjà un peu améliorée.

- Je souhaite, et je sais que c'est l'intention du gouvernement, que la feuille de paie notamment, mais plus généralement les contraintes administratives excessives, absurdes et paralysantes qui pèsent sur les entreprises, et notamment, sur les petits ou moyens entrepreneurs, soient considérablement allégées et c'est tout à fait possible. C'est un problème de volonté et d'organisation administrative. Un problème qui exige naturellement que l'on fasse sauter un certain nombre de conservatismes qui animent beaucoup trop d'administrations, de services qui travaillent en leur sein, derrière leurs murs et qui ont beaucoup de mal à comprendre que l'on peut alléger considérablement les choses simplement en se mettant ensemble et d'accord. Il y a les nouvelles technologies. Je suis étonné de ne pas avoir entendu parler tout à l'heure des nouvelles technologies. Vous savez, c'est grâce aux nouvelles technologies que l'on trouve les emplois de demain ou ceux d'aujourd'hui.

- Regardez ce qui s'est passé avec le Minitel. Le Minitel a apporté à domicile des milliers de services aux Français, mais il a créé un nombre considérable d'emplois. Aujourd'hui, l'entreprise qui se met sur le réseau Internet, est une entreprise qui a besoin de nouvelles compétences, qui crée de nouveaux emplois qui sont en général extrêmement productifs.

- Toutes ces nouvelles technologies exigent une assistance au client, une maintenance, tout un ensemble d'emplois qui ne demandent qu'à se développer et que nous devons encourager : les nouvelles formes de travail, le télétravail, le travail à domicile, le travail en réseau, là aussi, vous avez des moyens de création d'emplois ou d'emplois nouveaux qui sont considérables. Ceci étant, quel que soit le niveau de formation que l'on ait, il y en a pour tous, depuis celui qui a une formation modeste jusqu'aux ingénieurs les plus diplômés. Cela aussi nous devons l'encourager et on ne l'encourage pas assez.

Et puis, la troisième conclusion, est que la mobilisation locale - vous en donnez l'illustration - est essentielle si nous voulons gagner la bataille de l'emploi des jeunes. Et on peut la gagner, d'ailleurs la bataille de l'emploi tout court, parce qu'il y a aussi les autres, qui sont confrontés à des problèmes.

- Une chose m'a frappé dans les propos que j'ai entendus et cela, aussi, est quelque chose de profondément nouveau, ce qui prouve que les choses bougent et changent. Il y a aujourd'hui une implication entre les fonctionnaires et les élus, une entente qui n'aurait pas été imaginable il y a encore quelques années. Cela c'est une chose tout à fait essentielle. Il y a une prise de conscience.

- Tout à l'heure, un intervenant a dit que dans le canton de Beaujeux, je crois, il y avait maintenant dans chacune des douze ou quinze communes un "élu - emploi". Cela n'a l'air de rien, mais c'est aussi une motivation. C'est une prise de conscience et de responsabilité. Ce sont des gens qui, tout d'un coup, pensent à cela et naturellement, cela finit toujours par aboutir à quelque chose de positif.

- C'est vrai qu'aujourd'hui, on ne peut plus rester chacun dans notre petit coin. Il faut avoir un dialogue, du type de celui que nous avons ici, aujourd'hui et qui permette à ceux qui ont des responsabilités diverses, quelles qu'elles soient, d'apporter leur contribution et de créer, comme on dit, une synergie pour résoudre un problème.

- L'accord qui, je le répète, ne serait pas vu, il y a de cela cinq ou dix ans entre les élus, les fonctionnaires, les entrepreneurs, les chambres syndicales, les associations, etc, est un point tout à fait capital.

En France, nous avons un problème du chômage des jeunes plus important que dans les principaux pays qui nous sont comparables. Il y a, à cela, beaucoup de raisons. Il y a probablement, j'en dirai un mot pour conclure, un problème de formation, d'éducation et il y a aussi un problème de mentalité. On a un peu tendance en France, via une longue et vieille histoire de centralisation, à considérer que dès qu'il y a un problème, c'est l'Etat qui doit le résoudre, alors que bien entendu, il n'en a pas les moyens, ni la vocation, ni l'aptitude.

- Le résultat est que l'Etat, pour faire face, dépense, et pour dépenser naturellement, il taxe et plus il taxe, et plus il fait peser sur ceux qui réellement créent des emplois, des contraintes qui les paralysent. C'est comme cela que l'on a une sorte de cercle vicieux dont il faut

impérativement sortir. L'Etat ne réglera pas tout. L'emploi ne sera pas réglé par l'Etat. On ne réglera pas l'emploi en recrutant des fonctionnaires. On réglera les problèmes d'emploi en créant les conditions du développement économique et donc les conditions permettant aux entreprises de créer des emplois et de vrais emplois. Donc, nous avons là une évolution. Mais je vois aussi que les progrès sur le plan psychologique se font de façon assez positive.\

Je disais, tout à l'heure, il faut aller chercher la croissance là où elle se trouve et notamment à l'étranger, tant en ce qui concerne les marchés, c'est-à-dire les entreprises. Les entreprises françaises sont exemplaires par bien des côtés : la France est tout de même le quatrième pays exportateur du monde, le deuxième pays exportateur du monde en matière de service, en matière d'agriculture, le premier en matière de produits agricoles transformés.

- Nous avons donc une attitude, une capacité à exporter et donc à créer des emplois. Un Français sur quatre travaille pour l'exportation. Et pourtant on n'est pas assez présent dans la plupart des pays étrangers, par rapport à ce que l'on pourrait faire. Et comme ce sont dans les pays étrangers que se fait la croissance, actuellement en Amérique du Sud, en Asie, en Europe de l'Est, il faut que nos entreprises, petites et moyennes, soient beaucoup plus dynamiques de ce point de vue, et ne laissent pas les Italiens, les Allemands, nos collègues européens, s'accaparer les marchés car c'est comme cela que l'on développera l'emploi en France. Naturellement, c'est en vendant davantage encore à l'étranger.\

Mais ce n'est pas seulement là que se trouve la croissance, elle est aussi chez nous, heureusement. Elle se trouve aussi au niveau des petits bassins d'emplois qui doivent donc être dynamisés sur le plan de la recherche, de l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Et je crois effectivement, Charles Millon l'a dit dans son propos introductif, qu'il faut bien comprendre là aussi que le marché du travail est un marché local, ou naturellement national ou international dans les conditions que j'évoquais tout à l'heure, mais c'est un marché local. Donc ce sont des problèmes qui doivent être réglés sur le plan local.

- Par conséquent, tous les efforts qui sont faits pour mieux coordonner l'action des services compétents de l'ANPE, des ASSEDIC, des comités départementaux d'insertion, etc, tout ce qui peut être fait pour qu'au niveau du petit bassin d'emploi, au niveau de la commune, leur coordination soit renforcée, va forcément dans le bon sens. Et je trouve qu'ici vous démontrez aujourd'hui que l'on peut faire des progrès importants dans ce domaine. Il va y avoir aussi, monsieur le Préfet, cette décision qui a été prise lundi à la conférence nationale pour l'emploi des jeunes de débloquer des crédits non négligeables et non affectés.

- Cela aussi est une révolution culturelle pour l'administration et le ministère des finances. Dire que l'on va donner à des Préfets des crédits et que pendant les six premiers mois de l'année ils pourront en faire ce qu'ils veulent, s'agissant naturellement de création d'emplois, sans être empêtrés dans une réglementation nationale, c'est une révolution culturelle et un premier pas dans la bonne direction consistant à donner au plan local les responsabilités qu'on est mieux à même de remplir quand on est sur le terrain.

- C'est un moyen probablement de permettre une bonne évolution et si l'expérience marche il faudra l'amplifier, faire en sorte que les moyens, notamment financiers, soient beaucoup plus affectés et utilisés sur le plan local et beaucoup moins à Paris pour mieux s'adapter.

- Moi, je voudrais féliciter la région Rhône - Alpes qui, par l'ensemble de cette expérience "Rencontre - Emploi Première Chance", répond bien sûr à une nécessité. Nécessité d'améliorer la situation des jeunes au regard de l'emploi évidemment, prendre ses responsabilités, mais cela marque surtout une évolution importante dont les jeunes n'ont pas ici conscience parce qu'ils n'ont pas connu le passé, mais une évolution importante dans la manière de gérer un grand Etat moderne. Un grand Etat moderne qui doit être géré pour tout ce qui est local. Ce n'est pas de Paris qu'on trouvera un emploi ou qu'on permettra à Mademoiselle de s'installer comme photographe.\

Il ne faut jamais oublier aujourd'hui, hélas, que sur cent jeunes de 16 à 25 ans, neuf sont au chômage, ce qui est tout de même considérable. Cinquante-deux font leurs études et trente-quatre ont - c'est la statistique générale naturellement - un emploi souvent précaire ou suivent une formation en alternance et neuf n'ont rien du tout. Eh bien, c'est inadmissible et

une formation en alternance et ne s'en fait rien du tout. En bien, c'est inadmissible et inacceptable.

- Cela conduit aussi à voir dans quelles mesures nous ne devons pas rechercher - j'ai entendu plusieurs réflexions - une forte amélioration de notre système de formation qui est un peu rigide. J'ai entendu tel ou tel qui expliquait qu'il avait été formé sur des machines périmées, sur des machines à écrire des décades précédentes, ce qui par conséquent ne servait à rien. C'est vrai que nous avons un problème non seulement d'équipement mais plus généralement de conception, de fluidité, de capacité d'adaptation de notre enseignement aux réalités qui changent à toute allure.

- L'Education nationale vient de faire une réforme de l'université qui, je crois, va dans le bon sens et permettra d'avoir moins de jeunes diplômés au chômage. Il y a encore une grande réforme à faire sur l'enseignement professionnel pour l'adapter aux besoins et je souhaite que cela soit une priorité du gouvernement aujourd'hui pour mieux adapter l'enseignement professionnel non seulement aux techniques nouvelles mais également au monde professionnel, à l'entreprise, aux nouveaux métiers, etc...

- Parce que réformer aujourd'hui notre système de formation est la meilleure manière de préparer l'emploi des jeunes de demain.\

Voilà quelques réflexions que je voulais faire en vous disant qu'à la fois j'étais consterné de voir le nombre de jeunes Français qui cherchent désespérément un emploi, et qui sont atteints sur le plan psychologique par la succession d'échecs. Mais aussi, je suis frappé par la capacité d'évolution qui se voit aujourd'hui.

- Vous avez dit tout à l'heure qu'il allait y avoir une deuxième séance, je m'en réjouis, je voudrais saluer toutes celles et tous ceux qui participeront à cette deuxième séance, faute d'avoir pu participer à la première, en raison de la place et malgré la superbe salle de Madame le Maire que je remercie et félicite.

- J'espère que tous ceux qui ont assisté repartiront en ayant un peu plus conscience de leur responsabilité et de la nécessité de faire un effort, qu'ils s'inscriront pour être dans le nombre de celles et de ceux qui sont déterminés à apporter leur contribution pour faciliter l'emploi des jeunes et aux jeunes.

- Je leur dirai qu'il y a aussi un problème qui est celui de l'audace. L'un d'entre vous l'a dit tout à l'heure en proposant un verre de Bourgogne je crois (ce qui est un comble dans la région du Beaujolais), mais enfin, personne n'est parfait ! Il faut avoir de l'audace sans aucun doute et n'ayez pas peur. Nous sommes dans un monde, dans une Europe en paix. Cela est capital. La génération précédente allait de guerre en guerre, nous sommes en paix. Nous avons des problèmes économiques, mais au moins la quasi certitude que notre génération grâce à la construction européenne vivra dans un monde en paix. Vous ne soupçonnez pas l'avantage que cela présente. Interrogez vos parents ou vos grands-parents. Eh bien dans ce monde en paix il faut que vous ayez de l'audace pour trouver votre place.

- Je vous remercie.\